Sir CHARLES-HIBBERT TUPPER : Je propose que les documents qui viennent d'être produits soient imprimés incessamment et que la règle de la Chambre à ce contraire soit suspendue.

La motion est adoptée.

DÉMISSION DU MAJOR GÉNÉRAL CAMERON.

M. TISDALE : Me permettra-t-on de demander, sans donner avis, si l'honorable ministre de la Milice et de la Défense entend produire le texte de la démission du major général Cameron et la lettre explicative qui s'y rattache, documents qui n'ont pas été produits ? Aura-t-il la bonté de s'occuper de les trouver et de les produire ?

Le MINISTRE DE LA MILICE ET DE LA DÉFENSE (M. Borden) : Oui.

SUBSIDES—DESTITUTION DES EMPLOYÉS PUBLICS.

Le MINISTRE DES FINANCES (M. Fielding) : Je propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

Sir CHARLES-HIBBERT TUPPER : Je désire attirer l'attention de la Chambre, d'une manière générale, sur la question de la destitution des employés publics. J'ai fait, il y a une journée ou deux, l'interpellation suivante au ministre de la Marine.

(a) Quand les sous-agents du ministère de la Marine et des Pêcheries à Picton, N.-E., ont-ils été nommés ? (b) De quelle manière ont-ils été nommés ? (c) Les a-t-on remerciés de leurs services ? (d) Si oui, pour quels motifs ? Et quel avis, s'il en est, leur a été donné que leurs services ne seraient plus requis dorénavant ? (e) Si un avis leur a été donné, à quelle date ? Et à cette époque, le département devait-il quelque somme aux sous-agents, et quelle somme ? (f) Le montant leur a-t-il été payé ?

Le MINISTRE DE LA MARINE ET DES PÊCHERIES (M. Davies) : (a) Noonan et Davies ont été employés à des réparations au "Northern Light" en 1878-79, et le 14 avril 1879, ils furent notifiés qu'il leur serait alloué 2½ pour 100 de commission sur leurs comptes ; et le 11 juillet 1879, ils reçurent avis que le ministre avait fixé la commission à 2½ pour 100. (b) Plus tard leur nomination fut confirmée par arrêté ministériel, en date du 5 juillet 1890, fixant leur salaire à \$400, et un autre arrêté, en date du 20 janvier 1894, leur accorda une augmentation de \$50. (c) Oui. (d) Cet agent, étant un partisan politique qui s'est activement mêlé de l'élection générale dernière, le ministre dans l'intérêt public, a jugé à propos d'en nommer un autre dans lequel il peut avoir pleine confiance. (e) L'avis a été donné le 28 juillet 1896. Le salaire du mois de juillet est de, savoir : \$37.50. (f) Il n'y a pas de crédits à même lequel cette somme puisse être payée.

Ce cas me paraît soulever plus clairement que tout autre cas dans le passé la question de savoir comment on devrait en agir à cet égard envers les employés publics. Je désire comparer cette réponse avec la réponse faite dans un cas du même genre, à une interpellation de l'honorable député de Huron-nord (M. Cameron) :

1. Le gouvernement sait-il que le capitaine McGregor, du navire servant aux explorations, le *Bayfield*, s'est mêlé activement de politique en qualité de cabaleur et de partisan dans les intérêts des candidats conservateurs dans la division ouest de Huron, pendant les quinze dernières années ?

M. L'ORATEUR.

Suivent d'autres questions qui se rattachent à cela. L'honorable ministre de la Marine et des Pêcheries a répondu :

Le ministre de la Marine et des Pêcheries n'a pas été notifié officiellement que le capitaine McGregor se soit mêlé activement de politique.

L'honorable ministre de la Marine et des Pêcheries ne prétendra pas que dans le cas-ci on ait fait le moindre procès à M. Noonan et aux autres. Il ne prétendra pas, il ne peut pas prétendre qu'il y a en la moindre investigation, la moindre enquête officielle sur la question de savoir si MM. Noonan et Davies, fonctionnaires publics, contre lesquels aucune dénonciation n'a été faite, avaient perdu leur droit à la confiance du gouvernement. L'emploi a relativement peu d'importance, et ce fait a une grande portée sur la question. Et il me semble aussi que, par le fait que le gouvernement n'était pas en mesure de payer à ces employés la somme qu'il admet leur être due, ils avaient certainement au moins un titre de plus à une considération qui ne leur a pas été accordée.

D'après la réponse faite par l'honorable ministre de la Marine—et il pourra me corriger si, je me trompe—il n'y aurait pas eu d'arrêté ministériel révoquant l'arrêté ministériel en vertu duquel ces messieurs ont été nommés, et si tel est le cas, il y a eu une grave irrégularité de commission dans la conduite tenue à l'égard de ces messieurs. L'honorable ministre, ne prétendra pas que dans ce cas-ci il a été aussi prudent qu'il se propose évidemment de l'être dans le cas du capitaine McGregor. Je crois que la réponse qu'il a faite dans le cas du capitaine McGregor, relativement aux accusations portées contre ce dernier, était excellente et conforme à la coutume suivie quand il s'agit de rumeurs. Et je sais que l'honorable député de Huron-ouest lui-même (M. Cameron), s'il a des accusations de ce genre à porter, demandera et s'assurera qu'en les soumettant à une enquête, le capitaine McGregor ait ce à quoi tout fonctionnaire public a droit avant d'être destitué, un procès équitable.

Dans le cas actuel, ces fonctionnaires ont été, pour ainsi dire, rejetés du département évidemment, si l'on en juge par la réponse de l'honorable ministre, sur une accusation portée hors leur connaissance. Et que comporte cette accusation ? Qu'ils ont été des partisans politiques, c'est-à-dire qu'ils ont voté pour le gouvernement ou le candidat du gouvernement dont ils étaient les employés. L'honorable député d'Oxford-sud (sir Richard Cartwright) me corrigera si ma mémoire me sert mal, mais je me rappelle l'avoir entendu dans cette chambre, il y a quelques sessions, exprimer l'opinion que les fonctionnaires publics devraient être privés de leurs droits politiques, en alléguant comme raison la position dans laquelle ils se trouveraient d'après la coutume suivie par différents gouvernements, c'est-à-dire que pendant qu'on considérerait comme une faute et une irrégularité qu'un employé public, combattit activement le gouvernement, un appui actif ne serait pas et n'avait pas été considéré comme une faute, et que partant, l'électeur, s'il est fonctionnaire public, ne serait pas, il y a sans dire, dans une position aussi libre et indépendante que celle des autres électeurs.

Et je crois que l'opinion qui a prévalu dans toutes les occasions antérieures, c'est qu'assurément en ce qui concerne ces quasi-fonctionnaires publics ou petits employés dont la rémunération, comme dans le cas actuel, est nominale, il est